



NIGER



Atelier de formation des Organisations de la Société Civile (OSC) sur la gouvernance et réforme du secteur de la sécurité (G/RSS)

Après le lancement du cadre d'échange entre les OSC et les forces de défense et de sécurité (FDS) au début de l'année 2023 et dans la continuité d'une formation sur le rôle des OSC dans la promotion et la protection des droits humains qui s'est tenue au mois de mars, DCAF a organisé les 12 et 13 avril une formation d'introduction sur la G/RSS en faveur des OSC membres du cadre d'échange et présentes à Niamey. L'activité a rassemblé 40 participants, dont 8 femmes, qui ont toutes et tous obtenus le certificat au terme de la complétion du module de formation et du cours E-learning. Le contenu de la formation portait sur les concepts de sécurité humaine et de bonne gouvernance et a visé à l'identification de pistes en vue de renforcer l'impact des OSC dans la participation aux processus de gouvernance du secteur de la sécurité. La formation avait pour objectif premier d'outiller les OSC afin qu'elles puissent jouer un rôle informé de plaidoyer et de représentation des communautés auprès des institutions et des FDS. DCAF va poursuivre son accompagnement aux acteurs de la société civile, notamment à travers l'appui à l'élaboration d'outils méthodologiques, de facilitation dans la relation avec les FDS, mais également de conseil et de plaidoyer.



Atelier de vulgarisation et dissémination de la Stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (SNPREV)

Dans le cadre d'un appui à la vulgarisation et dissémination des politiques et stratégies en matière de sécurité, DCAF a collaboré avec le Centre national de coordination du mécanisme d'alerte précoce et de réponses aux risques sécuritaires (CNAP) du Niger dans la mise en œuvre d'une présentation de la Stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (SNPREV) au profit des hauts cadres civils et militaires, des acteurs de la société civile, des médias, des leaders communautaires, des acteurs du contrôle externe de la gouvernance sécuritaire, et des représentants d'association de jeune. Les 26 et 27 avril, l'atelier a réuni 32 participants, dont neuf femmes, qui ont également suivi des présentations de la part d'experts sur les approches de prévention de l'extrémisme violent et de sécurité humaine. En outre, l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne et le Directeur du CNAP qui ont chacun donné un discours

d'ouverture, ont assisté à l'atelier aux côtés du secrétaire exécutif de la SNPREV ainsi que des représentants de plusieurs Ministères et institutions impliquées dans la mise en œuvre de la SNPREV.

MALI



Formation du personnel et des collaborateurs de la CNDH

En collaboration avec DCAF, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) a organisé les 3 et 4 avril un atelier de formation à Bamako auquel 46 personnes dont 18 femmes venant des régions de Mopti, Kayes, Sikasso, Ségou, Gao et du district de Bamako ont participé. L'audience était composée des relais communautaires, organisations de la société civile partenaires, Commissaires, représentants régionaux et personnels d'appui de la CNDH aux techniques d'enquête sur les droits humains. La formation cherchait à renforcer les connaissances des participants en matière de droits de l'homme, droit international humanitaire, violences sexuelles liées aux conflits (VSLC), monitoring et surveillance des droits de l'homme et le rapportage des violations des droits de l'homme. A la suite de la formation, les participants s'estiment mieux formés et ainsi en mesure de mener de meilleures enquêtes en assurant une documentation et une analyse approfondie des cas de violations et abus des droits humains dans le respect des normes et principes fondamentaux de ce type d'enquête. En contribuant à l'augmentation de la qualité des rapports d'enquête et de la collecte des preuves, la formation participe aussi à améliorer la prise en compte des résultats d'enquêtes par les autorités administratives et judiciaires.



Renforcement des capacités des Collaborateurs du Médiateur de la République du Mali

En collaboration avec DCAF, le Médiateur de la République a organisé un séminaire du 25 au 27 avril afin de renforcer les capacités de ses collaborateurs en matière de traitement des dossiers de réclamations et d'interpellations visant le Département de la Défense et des anciens Combattants et celui de la Sécurité et de la Protection civile. Le séminaire a permis à 24 participants dont sept étaient des femmes de renforcer leurs capacités dans le traitement des réclamations déposées par les usagers des services publics entre autres en matière d'analyse de recevabilité et de préparation de dossier. Les participants ont également été informés des voies de recours internes existantes au sein des différentes institutions du secteur de la sécurité afin qu'ils puissent mieux orienter les plaignants et formuler des recommandations d'amélioration pertinentes pour ces institutions. Finalement, la présence de représentants des médiateurs du Niger et du Sénégal a permis le partage de bonnes pratiques mise en œuvre dans d'autres pays de la sous-région.

BURKINA FASO



Formations à l'utilisation de la boîte à outils genre et gouvernance et réforme du secteur de la sécurité (G/RSS) à Ziniaré et Kombissiri

Un atelier d'appropriation de la boîte à outils, destinée aux membres de l'Association des femmes juristes du Burkina Faso et des écoles de formation des forces de défense et de sécurité (FDS) s'est déroulée du 4 au 6 avril 2023 à Ziniaré avec la participation de 36 personnes dont 20 femmes. La formation s'est focalisée sur la prise en compte du genre dans la gouvernance du secteur de la sécurité et les participants ont exprimé un besoin d'approfondissement des connaissances. Pour répondre à ce besoin d'approfondissement, DCAF a organisé un deuxième atelier destiné aux membres des FDS dans le but de favoriser des échanges sans tabou autour de la prise en compte du genre dans les institutions prestataires du secteur de la sécurité. Trois structures partenaires à savoir la Commission nationale des droits humains (CNDH), le Haut-commissariat pour les droits humains (HCDH) et le Médiateur du Faso ont participé à l'animation de la formation qui a eu lieu du 18 au 20 avril. Les principales recommandations des 38 participants (dont 18 femmes) incluent notamment la préparation d'un plaidoyer pour l'instauration d'un quota genre dans tous les processus de recrutement des FDS et la modification des textes des corps militaires et paramilitaires ne respectant pas l'égalité des sexes pour les conformer aux dispositions constitutionnelles et aux conventions ratifiées par le Burkina Faso.



Formation des membres de la Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité (CAEDS) de l'Assemblée Législative de Transition

Les 13 et 14 avril, DCAF a organisé une formation qui a vu un total de 42 parlementaires dont 10 femmes appartenant à la CAEDS être formés sur le contrôle parlementaire et les référentiels stratégiques du secteur de la sécurité au Burkina Faso. Les échanges ont permis aux députés de mieux appréhender les défis liés au contrôle parlementaire du secteur de la sécurité en vue de prendre les résolutions adéquates pour une meilleure gouvernance. Les représentants des forces de défense et de sécurité (FDS) ont souligné que « L'armée soumet les besoins mais elle ne passe pas les commandes ». Les parlementaires ont pu ainsi évoquer l'importance des relations de travail avec les agences du secteur de la sécurité afin de poser les conditions de l'efficacité et de la redevabilité.



Atelier de présentation et de validation de l'étude sur les armes légères et de petit calibre

DCAF a coordonné des études nationales faisant l'état des lieux des cadres juridiques et opérationnels relatif aux armes légères et de petit calibre ALPC au Burkina Faso et au Niger. La présentation et la validation des résultats de l'étude réalisée en partenariat avec la Commission nationale du contrôle des armes (CNCA) s'est faite durant un atelier qui s'est tenu les 24 et 25 avril à Ouagadougou et auquel 30 personnes dont 10 femmes ont participé. Durant les deux jours, chaque corps présent a examiné et amendé le document afin de le finaliser et faciliter sa mise en œuvre. Les participants ont par ailleurs soumis des recommandations dont la vulgarisation et la diffusion du document et le renforcement de la formation des forces de défense et de sécurité (FDS) sur la manipulation et les prescriptions liées aux ALPC, car comme l'a souligné un des participants « certains ne savent pas que l'arme et son chargeur ne doivent pas être stocké côte-à-côte ».

Et les autres régions du monde ?

Cette newsletter vous informe de toutes les activités de DCAF au Sahel. Pour en apprendre plus sur notre travail dans le reste du monde, [inscrivez-vous à notre newsletter G/RSS Grab & Go.](#)



Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à `{{contact.EMAIL}}`
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)